

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 993

21 MARS 1995. — Loi relative au travail des étudiants et des jeunes travailleurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Travail des étudiants

Article 1^{er}. A l'article 124 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à cet article, il est inséré, après le 3^o, un 4^o rédigé comme suit :
« 4^o une description concise de la fonction ou des fonctions à exercer. »

2^o les 4^o à 10^o du même article deviennent les 5^o à 11^o;

3^o le même article est complété par les dispositions suivantes :

« 12^o le commencement et la fin de la journée de travail régulière, le moment et la durée des intervalles de repos, les jours d'arrêt régulier du travail;

13^o l'endroit où l'on peut atteindre la personne désignée pour donner les premiers soins et la façon dont on peut l'atteindre, en application du Règlement général pour la protection du travail;

14^o l'endroit où se trouve la boîte de secours exigée par le même règlement;

15^o le cas échéant, les noms et les possibilités de contact des représentants des travailleurs au sein du conseil d'entreprise;

16^o le cas échéant, les noms et les possibilités de contact des représentants des travailleurs au sein du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail de l'entreprise;

17^o le cas échéant, les noms et les possibilités de contact des membres de la délégation syndicale;

18^o l'adresse et le numéro de téléphone du service médical de l'entreprise ou interentreprises;

19^o l'adresse et le numéro de téléphone de l'inspection des lois sociales du district dans lequel l'étudiant est occupé.

Quand les mentions prévues aux 12^o à 19^o figurent au règlement de travail, il suffit, dans l'écrit visé à l'article 123, de s'y référer expressément. »

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^o 1210-1. — Rapport n^o 1210-2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 31 janvier et 1^{er} février 1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat n^o 1701-1. — Rapport n^o 1701-2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 1^{er} et 2 mars 1995.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 993

21 MAART 1995. — Wet betreffende de studentenarbeid en de arbeid van jeugdige werknemers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Orze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Studentenarbeid

Artikel 1. In artikel 124 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in dit artikel wordt na het 3^o een 4^o ingevoegd luidend als volgt :
« 4^o een beknopte beschrijving van de uit te oefenen functie of functies. »

2^o de nummers 4^o tot 10^o van hetzelfde artikel worden vernummerd van 5^o tot 11^o;

3^o hetzelfde artikel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« 12^o de aanvang en het einde van de gewone arbeidsdag, het tijdstip en de duur van de rusttijden, de dagen van regelmatige onderbreking van de arbeid;

13^o de plaats waar en de manier waarop de persoon te bereiken is, die overeenkomstig het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming is aangewezen om de eerste hulp te verlenen;

14^o de plaats waar de bij hetzelfde reglement vereiste verbandkist zich bevindt;

15^o in voorkomend geval, de namen en contactmogelijkheden van de werknemersvertegenwoordigers in de ondernemingsraad;

16^o in voorkomend geval, de namen en de contactmogelijkheden van de werknemersvertegenwoordigers in het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen van de onderneming;

17^o in voorkomend geval, de namen en contactmogelijkheden van de leden van de vakbondsafvaardiging;

18^o het adres en het telefoonnummer van de bedrijfs- of interbedrijfs-geneeskundige dienst;

19^o het adres en het telefoonnummer van de Inspectie van de sociale wetten van het district waarin de student wordt tewerkgesteld.

Wanneer de in de nummers 12^o tot 19^o bedoelde vermeldingen voorkomen in het arbeidsreglement, volstaat het in het in artikel 123 bedoelde geschrift uitdrukkelijk daarnaar te verwijzen. »

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Senaat.

Parlementaire stukken. — ontwerp van wet nr. 1210-1. — Verslag nr. 1210-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 31 januari en 1 februari 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet overgezonden door de Senaat nr. 1701-1. — Verslag nr. 1701-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 1 en 2 maart 1995.

Art. 2. L'article 125, premier alinéa, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 125. — Une copie du contrat visé à l'article 123 est communiquée par l'employeur, dans les sept jours suivant le début de l'exécution du contrat, au fonctionnaire désigné par le Roi, accompagnée de la copie de l'accusé de réception par l'étudiant du règlement de travail visé à l'article 15 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. »

Art. 3. L'article 126 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 126. — A défaut d'écrit conforme aux dispositions des articles 123 et 124 ou de la communication d'une copie du contrat visé à l'article 125, les étudiants pourront à tout moment mettre fin aux contrats relatifs à une occupation visée par la présente loi, sans préavis ni indemnité.

A défaut d'écrit conforme aux dispositions de l'article 123, ou, lorsqu'il y a un écrit, à défaut d'indications, dans celui-ci, concernant les dates du début et de la fin de l'exécution du contrat, l'horaire de travail ou la référence à l'horaire applicable figurant dans le règlement de travail, les conditions relatives au contrat de travail de durée indéterminée applicables à l'employeur sont également valables en ce qui concerne ce contrat.

L'alinéa précédent n'est pas d'application quand l'employeur peut prouver que le défaut de mentions concernant l'horaire de travail ou de référence à l'horaire applicable dans le règlement de travail n'occasionne aucun dommage à l'étudiant. »

Art. 4. A l'article 130bis, inséré dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail par la loi du 29 juin 1983, les mots « de quinze ans et plus » sont remplacés par les mots « de quinze ans ou plus et qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein ».

Art. 5. L'article 15, troisième alinéa, de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail est complété par ce qui suit :

« et, si le travailleur est un étudiant au sens de l'article 120 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'employeur lui fait signer un accusé de réception. »

CHAPITRE II. — Travail des jeunes travailleurs

Art. 6. L'article 30 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est complété par ce qui suit :

« 3° Durée du travail : le temps pendant lequel le jeune travailleur est à la disposition d'un employeur ou de plusieurs employeurs. »

Art. 7. L'article 31 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. — La durée du travail des jeunes travailleurs ne peut excéder huit heures par jour ni quarante heures par semaine. Le Roi peut, sur l'avis unanime de l'organe paritaire visé à l'article 47, fixer une limite journalière et hebdomadaire supérieure jusqu'à un maximum de dix heures par jour et cinquante heures par semaine en cas d'application de l'article 26. »

Art. 8. A l'article 32, § 1er, de la même loi, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Outre le repos du dimanche, les jeunes travailleurs doivent se voir octroyer un jour de repos supplémentaire qui suit ou précède immédiatement le dimanche.

Les jeunes travailleurs ne peuvent travailler le dimanche, le jour de repos supplémentaire ou un jour férié ni effectuer un travail supplémentaire que dans les cas prévus respectivement par les articles 12, 3° et 4°, et 26. »

Art. 9. L'article 33, § 2, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque les jeunes travailleurs sont occupés le dimanche ou le jour de repos supplémentaire, le repos hebdomadaire ne peut être inférieur à trente-six heures consécutives.

Les jeunes travailleurs qui travaillent le dimanche, le jour de repos supplémentaire ou un jour férié ont droit à un repos compensatoire, conformément aux dispositions, respectivement de l'article 16 de la présente loi pour le repos du dimanche et des articles 11 et 12 de la loi du 4 janvier 1974 concernant les jours fériés. »

Art. 10. L'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 17 mars 1987, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. — § 1er. Le travail de nuit est le travail effectué entre 20 heures et 6 heures.

Art. 2. Artikel 125, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Art. 125. — Een afschrift van de in artikel 123 bedoelde overeenkomst wordt binnen zeven dagen, volgend op het begin van de uitvoering van de overeenkomst, door de werkgever meegedeeld aan de door de Koning aangewezen ambtenaar, samen met het afschrift van het bewijschrift van ontvangst door de student van het arbeidsreglement bedoeld in artikel 15 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. »

Art. 3. Artikel 126 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 126. — Wanneer er geen geschrift is overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 123 en 124, of geen mededeling van een afschrift van de overeenkomst bedoeld in artikel 125, dan kunnen de overeenkomsten voor een tewerkstelling welke bij deze wet is bedoeld, door de studenten te allen tijde worden beëindigd zonder naleving van een opzeggingstermijn en zonder vergoeding.

Wanneer er geen geschrift is overeenkomstig de bepalingen van artikel 123, of wanneer in het opgestelde geschrift de vermeldingen ontbreken inzake de datum van het begin en van het einde van de uitvoering van de overeenkomst, het werkrooster of inzake de verwijzing naar het toepasselijke werkrooster in het arbeidsreglement, dan gelden voor de werkgever inzake deze overeenkomst dezelfde voorwaarden als voor de arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd.

Het vorige lid is niet van toepassing wanneer de werkgever kan bewijzen dat het ontbreken van de vermelding van het werkrooster of van de verwijzing naar het toepasselijke werkrooster in het arbeidsreglement de student geen enkele schade berokkent. »

Art. 4. In artikel 130bis, ingevoegd in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten door de wet van 29 juni 1983, worden de woorden « vijftien jaar en meer » vervangen door de woorden « vijftien jaar en meer en die niet meer onderworpen zijn aan de volledige leerplicht ».

Art. 5. Artikel 15, derde lid, van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen wordt aangevuld als volgt :

« en, indien de werknemer een student is in de zin van artikel 120 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, laat de werkgever hem een ontvangstbewijs ondertekenen. »

TWOEDSTUK II. — Arbeid van jeugdige werknemers

Art. 6. Artikel 30 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt aangevuld als volgt :

« 3. Arbeidsduur : de tijd gedurende welke de jeugdige werknemer ter beschikking is van één of meer werkgevers. »

Art. 7. Artikel 31 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. — De arbeidsduur voor jeugdige werknemers mag niet meer bedragen dan acht uren per dag en veertig uren per week. De Koning kan op consulterend advies van het paritair orgaan bedoeld in artikel 47, een hogere dagelijkse en wekelijkse grens vaststellen tot een maximum van tien uren per dag en vijftig uren per week bij toepassing van artikel 26. »

Art. 8. In artikel 32, § 1, van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Buiten de zondagsrust moet aan jeugdige werknemers een bijkomende rustdag worden toegekend, onmiddellijk volgend op of voorafgaand aan de zondag.

Jeugdige werknemers mogen alleen arbeid op zondagen, bijkomende rustdagen en feestdagen en overwerk verrichten in de gevallen respectievelijk bedoeld in de artikelen 12, 3° en 4°, en 26. »

Art. 9. Artikel 33, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer jeugdige werknemers op zondagen of op bijkomende rustdagen tewerkgesteld worden, mag de inhaalrust niet minder bedragen dan zesendertig opeenvolgende uren.

Jeugdige werknemers die arbeid op zondagen, bijkomende rustdagen of feestdagen verrichten, hebben recht op inhaalrust overeenkomstig het bepaalde respectievelijk in artikel 16 van deze wet wat betreft de zondagsrust en in de artikelen 11 en 12 van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen. »

Art. 10. Artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. — § 1. Nachtarbeid is arbeid verricht tussen 20 en 6 uur.

§ 2. En ce qui concerne les travailleuses, ces limites sont fixées à 22 heures et à 5 heures ou à 23 heures et à 6 heures lorsqu'elles sont occupées :

1° à des travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue ou retardée;

2° à des travaux organisés par équipes successives.

Toutefois, ces limites sont fixées à 23 heures et à 5 heures ou à 24 heures et à 6 heures lorsque les travaux en équipes successives sont exécutés dans une entreprise appliquant la semaine de cinq jours.

§ 3. En ce qui concerne les jeunes travailleurs de plus de seize ans, ces limites sont fixées à 22 heures et à 6 heures ou à 23 heures et à 7 heures lorsqu'ils sont occupés :

1° à des travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue ou retardée;

2° à des travaux organisés par équipes successives. »

Art. 11. A l'article 36 de la même loi, il est inséré un § *terbis* rédigé comme suit :

« § *terbis*. En ce qui concerne les jeunes travailleurs, en cas d'application du § 1er, deuxième alinéa, le travail de nuit reste interdit entre minuit et quatre heures. »

CHAPITRE III. — *Adaptation de certaines lois sur le travail à l'abaissement de l'âge de la majorité civile à dix-huit ans*

Art. 12. A l'article 43 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifié par la loi du 30 mars 1981, sont apportées les modifications suivantes :

a) le premier alinéa est abrogé;

b) au deuxième alinéa, les mots « âgés de moins de dix-huit ans » sont supprimés.

Art. 13. A l'article 44 de la même loi, les mots « qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans » sont supprimés.

Art. 14. L'article 2 de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, modifié par les lois des 29 juin 1983 et 13 août 1990 et l'arrêté royal du 17 mars 1993, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. — Pour l'application de la présente loi, on entend par mousse, le mineur qui a quinze ans ou plus et qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

L'enrôlement doit se faire parmi les mineurs âgés de quinze ans ou plus qui ont fréquenté les cours complets d'une école professionnelle de pêche, qui ont quitté celle-ci depuis moins d'une année et désirent s'enrôler en qualité d'apprenti mousse ou de matelot léger.

A défaut de mineurs remplissant les conditions fixées à l'alinéa précédent, l'enrôlement devra se faire parmi les mineurs qui satisfont aux conditions d'âge fixées au premier alinéa.

En vue de leur enrôlement dans les conditions prévues par la présente loi, les mineurs visés dans le présent article se font inscrire au commissariat maritime le plus proche de leur domicile. »

Art. 15. L'article 19, premier alinéa, 2°, de la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, modifié par les lois des 15 juin 1961 et 29 juin 1983, est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'âge de quinze ans accomplis et s'il n'est plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein, pour tout autre service à bord. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

§ 2. Voor werknemsters worden deze tijdsgrenzen vastgesteld op 22 en 5 uur of op 23 en 6 uur, wanneer zij :

1° werken verrichten die wegens hun aard niet mogen worden onderbroken of uitgesteld;

2° ploegenarbeid verrichten.

Deze tijdsgrenzen worden evenwel vastgesteld op 23 en 5 uur of op 24 en 6 uur wanneer de ploegenarbeid wordt verricht in een onderneming waar de vijfdaagse week toepassing vindt.

§ 3. Voor jeugdige werknemers van meer dan zestien jaar worden deze tijdsgrenzen vastgesteld op 22 en 6 uur of op 23 en 7 uur wanneer zij :

1° werken verrichten die wegens hun aard niet mogen worden onderbroken of uitgesteld;

2° ploegenarbeid verrichten. »

Art. 11. In artikel 36 van dezelfde wet, wordt een § *terbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *terbis*. Bij toepassing van § 1, tweede lid, blijft, voor jeugdige werknemers, nachtarbeid verboden tussen middernacht en vier uur. »

HOOFDSTUK III. — *Aanpassing van sommige arbeidsrechtelijke wetten aan de verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar*

Art. 12. In artikel 43 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in het tweede lid worden de woorden « die de leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt » geschrapt.

Art. 13. In artikel 44 van dezelfde wet worden de woorden « die geen achttien jaar is » geschrapt.

Art. 14. Artikel 2 van de wet van 23 september 1931 op de aanwerving van het personeel der zeevisserij, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1983 en 13 augustus 1990 en het koninklijk besluit van 17 maart 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. — Voor de toepassing van deze wet wordt onder scheepsvaag verstaan, de minderjarige die 15 jaar of ouder is, en die niet meer onderworpen is aan de voltijdse leerplicht.

De aanwerving moet geschieden onder minderjarigen met bovengemelde leeftijd die de volledige cursus van een vissersberoepschool gevolgd hebben en deze sedert minder dan één jaar verlaten hebben en wenselijk worden aangemonsterd als scheepsvaagjongen of als lichtmatroos.

Bij ontstentens van minderjarigen die de voorwaarden, gesteld in het vorige lid, vervullen, zal die aanmonstering geschieden onder de minderjarigen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in het eerste lid.

Met het oog op hun aanmonstering in de bij deze wet voorziene voorwaarden, doen de bij dit artikel bedoelde minderjarigen zich inschrijven bij de dichtst bij hun woonplaats gevestigde waterschout. »

Art. 15. Artikel 19, eerste lid, 2°, van de wet van 5 juni 1928 houdende regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsvaagdienst, gewijzigd bij de wetten van 15 juni 1961 en 29 juni 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° 15 jaar of ouder is en zo hij niet meer onderworpen is aan de voltijdse leerplicht, voor enige andere dienst aan boord. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekerd gemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid

Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET